CONSEIL DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

Séance du lundi 11 mai 2015

PROCÈS-VERBAL

PRÉSENTS

M. Jean-François LEGARET,
M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON,
M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA,
M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE,
Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD,
Mme Catherine TRONCA, M. Laurent SAIAG.

* * * * *

La séance est ouverte à 18 heures sous la présidence de M. Jean-François LEGARET, Maire du 1^{er} Arrondissement.

* * * * *

Le Conseil d'Arrondissement désigne à l'unanimité, sur proposition de M. Jean-François LEGARET, Mme Catherine SALVADOR et Mme Catherine TRONCA en qualité de secrétaires de séance.

Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil du 1^{er} arrondissement du 30 mars 2015

M. Jean-François LEGARET demande si le procès-verbal appelle des observations. Il indique que le projet préalablement transmis aux Conseillers d'Arrondissement comportait des imperfections rédactionnelles. Jean-François MOREL, Directeur Général des Services, confirme que la version transmise comportait des erreurs et des coquilles, retirées depuis. Il présente ses excuses, car, si la mission de rédaction du procès-verbal est sous-traitée à une société, cela n'exonère toutefois pas la collectivité de la relecture du projet transmis. Or, pour diverses raisons, cela n'avait pas été fait à cette occasion.

Mme Catherine MATHON indique qu'à la page 9, les propos prononcés concernant la dénomination de la place Henri SALVADOR, sujet de la délibération 2015 DU 100, sont les siens, alors qu'ils ont été attribués à Mme Catherine SALVADOR ; qu'à la page 18, l'intervenant dont le nom n'a pas été mentionné est M. Dominique BOUZINA, nouveau membre du Conseil du Quartier Les Halles. Elle propose, p. 19, au lieu de la phrase : « Etant donné qu'aucun contrôle n'existe, en particulier dans la rue Lescot, des camionnettes rentrent qui n'en ont pas le droit. », la phrase suivante : « Etant donné qu'aucun contrôle n'existe en particulier dans la rue Pierre Lescot, des camionnettes y pénètrent malgré l'interdiction ». Enfin, elle propose que soit rajouté, page 21, dans l'intervention de Mme FILOCHE, le mot « derniers », pour qu'il soit donc indiqué : « (...) que ces derniers jours, la rue Pierre Lescot est réduite de moitié ».

M. Jean-François LEGARET met aux voix le procès-verbal, qui est adopté à l'unanimité.

Examen du compte administratif de l'exercice 2014 de l'Etat spécial du 1^{er} arrondissement

M. Jean-François LEGARET indique que le Conseil d'Arrondissement examine et vote chaque année le résultat du compte administratif de l'Etat spécial de l'exercice précédent. Il propose que soit désigné un Président de séance, car lui-même n'assistera pas à cette partie de la séance, et à ce titre, il soumet le nom de M. Emmanuel CALDAGUÈS. Il demande ensuite si quelqu'un s'oppose à ce que l'élection se fasse par vote à bulletin secret. Il constate qu'il n'y a pas d'opposition. Par vote à main levée, M. CALDAGUÈS est élu comme Président de séance pour cette partie de l'ordre du jour.

M. Jean-François LEGARET se retire de la salle et laisse la présidence de la séance à M. Emmanuel CALDAGUÈS.

M. Emmanuel CALDAGUÈS donne la parole à M. Marc MUTTI pour la présentation du compte administratif de l'Etat spécial du 1^{er} arrondissement de l'exercice 2014.

M. Marc MUTTI indique les éléments d'information généraux concernant l'arrêt du compte administratif pour l'exercice 2014 de l'Etat spécial du 1^{er} arrondissement : le montant des crédits ouverts s'élève à 1 788 796 €. Sur ces crédits ouverts, 1 248 240 € ont été mandatés et ont donné lieu à factures, ce qui correspond à un taux d'exécution de près de 61,4 %. Il observe que ce taux d'exécution est l'un des plus élevés des quatre dernières années. Puis il donne les montants respectifs des crédits ouverts, en investissement et en fonctionnement, au titre de chacune des trois dotations qui constituent le budget du Conseil d'Arrondissement :

- investissement - dotation d'investissement : 124 730 €, (montant inchangé depuis plusieurs années),
- fonctionnement - dotation d'animation locale : 160 571 €,
- fonctionnement - dotation de gestion locale : 968 236 €.

Il développe ensuite le contenu de chacune des trois dotations.

Pour la dotation d'investissement, les crédits ouverts correspondent, avec le report des crédits de l'année précédente, à une somme de 422 663 €, de laquelle on retranche 44 083 € en dépenses mandatées. M. MUTTI invite les Conseillers à se rapporter au tableau présentant la liste des travaux effectués dont ils ont eu communication. Il précise que 378 579 € seront reportés sur le prochain budget supplémentaire, qui sera examiné en juin.

Il fait remarquer que l'exercice 2014 voit la poursuite de la baisse des reports, ce qui s'explique mécaniquement par la restitution au budget de la Ville de la première tranche de la participation du 1^{er} arrondissement aux travaux de rénovation de la crèche Rambuteau, ce qui correspond à une somme de 91 674 €.

Il note par ailleurs la très faible utilisation par les Conseils de Quartier des crédits de la dotation d'investissement. Ainsi, pour les quatre Conseils, il est enregistré une dépense de 101 € seulement, ce qui conduit à un report qui est très conséquent, puisqu'il se monte à 131 012 €.

Pour la dotation d'animation locale, les crédits ouverts en 2014 s'élevaient à 261 218 €, reports compris. Les dépenses mandatées se sont élevées à 146 915 €, soit un solde de 114 303 €, pour un taux d'exécution de près de 56 %.

Pour la partie de dotation de l'animation locale proprement dite, les crédits ouverts se sont élevés à 140 964 €, pour 58 000 € de dépenses mandatées, ce qui donnera lieu à un report de 82 585 €. M. MUTTI souligne la faiblesse du taux d'exécution constaté, qui est de 41 %. Le gel de certaines dépenses, du fait que 2014 était une année électorale, a pu entraîner ce faible niveau de consommation des crédits, en matière de dépenses de communication et d'animation. Il cite quelques réalisations : le spectacle de Noël pour les enfants des écoles du 1^{er} arrondissement, les Journées du Patrimoine, etc.

Pour la partie concernant les travaux urgents sur les équipements de proximité, les crédits ouverts se sont élevés à 120 253 €, pour 88 000 € de dépenses mandatées, d'où un solde à reporter de 31 717 €, soit un taux d'exécution de plus de 73 %. M. MUTTI estime ce taux satisfaisant, et note qu'il est en progression par rapport à 2013. Il invite les Conseillers à se reporter au tableau communiqué pour avoir connaissance de la liste des travaux réalisés en 2014 sur cette ligne.

Concernant les dépenses de fonctionnement des Conseils de Quartier, il existe un report de crédits au titre de l'année 2014 qui se monte, pour les 4 Conseils, à 17 613 €.

Pour la dotation de gestion locale, les crédits ouverts comprenant les reports de l'année précédente se sont montés à 1 104 914 €. Les dépenses mandatées ont représenté 907 241 €, soit un taux d'exécution de 82 %. M. MUTTI signale que, si le taux peut sembler faible, eu égard au poids de la dotation de gestion locale dans le budget, l'explication doit en être recherchée dans la surestimation du poste des fluides, du fait d'un hiver 2013-14 qui s'est finalement révélé relativement doux. Les dépenses liées aux fluides se sont élevées à 262 525 €. M. MUTTI indique que deux postes méritent que soient données des informations, pour compléter les informations fournies dans la note de synthèse. En premier lieu, concernant la Maison des Associations (fonction 0208), il est porté la mention d'une somme globale de 125 589 € en dépenses mandatées. Sur cette somme, l'Etat spécial du 1er arrondissement consacre plus de 100 000 € au loyer et à la charge de dépenses locatives. Il est constaté une baisse de presque 50 % des dépenses liées aux frais de gardiennage des locaux, grâce notamment aux marchés de la Ville. En second lieu, concernant les établissements de la petite enfance (fonction 64), les crédits ouverts s'élèvent à 357 173 €, dont 290 300 € de dépenses mandatées. Le principal reliquat, de 19 942 €, concerne le règlement des dépenses d'alimentation. M. MUTTI souligne à cet égard l'important effort de rationalisation qui a été réalisé sur les dépenses alimentaires, à mettre au crédit des directrices des crèches.

Il rappelle que l'utilisation des reports constatés au compte administratif sur les sections d'investissement et de fonctionnement sera examinée lors de l'examen du budget supplémentaire, et que cela renvoie à une délibération cadre votée en juin 2009. Il invite les Conseillers à se prononcer favorablement sur le compte administratif de l'Etat spécial du 1er arrondissement de l'exercice 2014.

M. Emmanuel CALDAGUÈS remercie M. MUTTI pour sa présentation.

Mme Catherine TRONCA relève le propos qui a été développé sur la faiblesse de la consommation par les Conseils de Quartiers des crédits qui sont mis à leur disposition par le moyen des dotations. Elle émet la proposition consistant à ce que les 4 Conseils de Quartier soient destinataires d'un courrier d'information. Elle relève que les propositions émises par les Conseils sont nombreuses, mais qu'une partie seulement, parmi elles, a pu être suivie par une traduction pratique ; et qu'il y aurait donc avantage à informer les Conseils quant aux crédits disponibles pour le financement de leurs actions. Elle souligne l'intérêt d'engager cette information avant le mois de juin.

M. Marc MUTTI se dit partisan d'une permutation des enveloppes des dépenses de fonctionnement et d'investissement pour les Conseils. En effet, de manière générale, sur les Conseils de Quartier parisiens, il est observé qu'il est consommé davantage dans la section de fonctionnement que dans celle d'investissement.

Mme Catherine MATHON rappelle la préoccupation qui est la sienne, consistant à inciter les Conseils de Quartier à utiliser leurs crédits, en fonctionnement et en investissement. Elle signale la réelle richesse des propositions, et invite Mme TRONCA à préciser des exemples concrets d'absence de réalisation faisant suite à des propositions émises.

Mme Catherine TRONCA signale la question de l'installation des sièges Place des Deux-Ecus, dont la proposition avait été émise par le Conseil de Quartier des Halles.

Mme Catherine MATHON répond que les crédits liés à l'installation de trois sièges sur cette place ont été pris sur la dotation attribuée au Conseil de Quartier des Halles. Les deux autres sièges prévus en complément ont fait l'objet d'une inscription au budget du 1er arrondissement et ont été votés, mais l'installation matérielle des sièges par les services de la Ville tarde un peu. Une relance a été faite auprès des services de la Ville pour que les deux sièges supplémentaires soient installés.

Elle poursuit son propos en indiquant que les Conseils de Quartier ne fonctionnent pas sur un mode uniforme. Pour le Conseil du Quartier des Halles, le budget de fonctionnement est à ce point utilisé que les membres ont demandé à ce qu'il y ait un basculement de la dotation d'investissement sur celle de fonctionnement. Elle signale quelques actions d'investissement, pour cette année, comme l'achat de banderoles au bénéfice de "La Fête du Jardin Extraordinaire" (500 €). Sur la précédente mandature, elle cite des accroches vélos, une banderole pour "Arts en Premier", une tente pour l'installation de "Circul' Livres", une fois par mois et l'achat aussi de tables pour poser les livres.

Pour le Conseil de Quartier de Saint-Germain-L'Auxerrois, Mme MATHON précise que les crédits de fonctionnement sont utilisés presque en totalité, mais qu'en investissement, les projets d'intérêt général ont été très peu nombreux. Elle signale également que les Conseils de Quartier Vendôme et Palais Royal viennent de financer 8 jardinières, pour agrémenter la Place de Valois qui vient d'être rénovée.

Elle invite Mme TRONCA à venir dans les Conseils de Quartier, mais ne voit pas la totale pertinence d'un courrier qui pourrait leur être adressé.

Mme Catherine TRONCA rappelle que l'information globale des Conseils de Quartier sur le système des dotations présente un intérêt, étant donné la faiblesse constatée du taux d'exécution, dont a parlé M. MUTTI dans sa présentation. Elle précise qu'à son souvenir, quant à l'éventuelle présence d'élus dans les Conseils, elle en est restée au fait qu'il avait été recommandé de ne pas s'y rendre, pour les laisser débattre entre citoyens de la société civile.

Mme Catherine MATHON répond que tous les Elus sont invités à se rendre aux Conseils de quartier, la seule réserve étant qu'il n'y ait pas de débats politiques dans ces instances.

M. Marc MUTTI indique que Jean-François MOREL, Directeur général des services, est déjà venu dans les Conseils pour expliquer le système des dotations d'investissement et de fonctionnement et qu'en conséquence, l'information a bien été faite.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE confirme que la mise en place des sièges restant à installer sur la Place des Deux-Ecus tarde. Il indique que l'aspect budgétaire avait effectivement été traité, mais que, dans cette affaire, une difficulté en termes de réactivité d'installation a été notée. Il ajoute qu'un courrier a récemment été transmis au service chargé de l'installation des sièges, de manière à activer la mise en place effective des équipements.

Mme Catherine TRONCA indique que son propos n'est pas de mettre en cause une prétendue inaction, mais d'exprimer l'intérêt que présenterait une meilleure coordination des services entre eux ainsi qu'une information des membres des Conseils.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE précise que, pour ce qui concerne les structures chargées de l'installation, des relances sont faites. Il signale que, sur la question de l'information des membres du Conseil quant aux difficultés rencontrées dans la mise en œuvre, il s'agit plutôt de veiller à épargner aux Conseillers de Quartier des considérations qui ne relèveraient que de la pure gestion administrative.

Mme Catherine MATHON évoque la question des fontaines Wallace et rappelle que l'idée en a été émise lors de réunions du Conseil de quartier. Elle précise qu'il n'y a pas d'obstacle au soutien du projet, mais tient à rappeler qu'il y a un nécessaire délai de mise en place.

Sur la question de l'information donnée aux Conseils de Quartier, M. Emmanuel CALDAGUÈS confirme que l'information est faite assez régulièrement par Mme MATHON ou par M. MOREL, mais admet que, s'il le faut, l'effort sur ce point peut être accentué. Quant à la forme, elle peut revêtir diverses modalités.

Mme Catherine MATHON rappelle que les renseignements utiles sur les points budgétaires ont bien été donnés lors de temps d'information spécifiques. Ainsi, c'est muni de toutes les informations utiles sur les financements ouverts, que les Conseils de Quartier Vendôme et Palais Royal ont pu financer, à la hauteur de 25 000 €, l'achat des 8 jardinières évoqué précédemment.

M. Emmanuel CALDAGUÈS demande si des interrogations subsistent quant au compte administratif.

Mme Catherine TRONCA souhaite savoir ce qui est pris en compte dans la ligne "Locations mobilières" de la fonction 020. M. MOREL répond qu'il s'agit des locations mobilières, et que, pour 90 %, cela concerne les remboursements effectués au service des transports administratifs municipaux pour les véhicules de la mairie (location, entretien, chauffeurs, essence, assurance...); les 10 % restants correspondent à la location des fontaines à eau utilisées dans les locaux de la mairie.

M. Emmanuel CALDAGUÈS propose de mettre aux voix le compte administratif de l'exercice 2014 de l'Etat spécial du 1er arrondissement, qui est arrêté par 8 voix Pour (M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 Abstentions (Mme Catherine TRONCA, M. Laurent SAIAG).

A l'issue du vote, M. Jean-François LEGARET revient dans la salle et reprend la présidence de la séance.

Désignation des représentants du Conseil d'arrondissement à la Commission de sélection des projets d'arrondissement soumis au vote des Parisiens dans le cadre du Budget participatif

M. Jean-François LEGARET indique qu'une délibération doit être prise pour désigner les représentants du Conseil d'Arrondissement à la Commission de sélection des projets d'arrondissement soumis au vote des Parisiens dans le cadre du Budget participatif.

Il rappelle qu'un appel à projets a été lancé, et qu'un certain nombre d'initiatives ont été exprimées dans le 1er arrondissement, de nature très diverse. Il ajoute qu'une commission dans laquelle siègeront des élus du Conseil d'Arrondissement aura pour mission d'émettre des avis sur les différents projets.

Il propose que soient désignés trois membres de la Majorité du Conseil d'arrondissement, et deux membres de l'Opposition. Il propose donc que soient désignés :

- Mme Catherine MATHON
- M. Marc MUTTI
- M. Nicolas MARTIN-LALANDE
- Mme Catherine TRONCA
- M. Laurent SAIAG.

Il demande si des conseillers souhaitent que le vote se fasse à bulletin secret. Il constate qu'il n'y a aucune opposition, puis demande s'il y a des observations ou des questions.

M. Laurent SAIAG indique qu'il faut saluer le fait qu'il y ait deux représentants de l'Opposition, et signale que cela lui paraît tout à fait équitable. Il communique les remerciements des deux représentants de l'Opposition.

Mme Catherine MATHON précise que les représentants des Conseils de Quartier siègeront à la Commission, à raison d'un représentant par Conseil.

M.MOREL précise que la réunion de la Commission pourrait avoir lieu, sous réserve de la disponibilité du représentant de la Maire de Paris, le 3 juin à 15 heures.

M. Jean-François LEGARET met aux voix la délibération, qui est adoptée à l'unanimité.

Délibération 2015 DAC 228 – Subvention (405 000 euros) et avenant à la convention avec l'association "La Maison du Geste et de l'Image" (1^{er})

M. Jean-François LEGARET donne la parole à Mme Catherine SALVADOR pour la présentation du projet de délibération.

Mme Catherine SALVADOR indique que "La Maison du Geste et de l'Image", située dans le quartier des Halles, est une association culturelle loi 1901, centre de recherche et d'éducation artistique ; elle est subventionnée principalement par la Mairie de Paris, et soutenue par le Rectorat de Paris. La mission de cette structure est de développer l'initiation et la pratique artistique auprès des enfants et des adolescents. Son action s'appuie sur le partenariat avec des professionnels dans les domaines du cinéma, du théâtre, de l'écriture, de la photographie et des diverses formes d'art contemporain. Cette action est conduite principalement dans le temps scolaire, avec essentiellement les collèges et les lycées parisiens et de la région parisienne, et souvent en direction des jeunes publics les plus éloignés de l'offre culturelle. Il s'agit d'un lieu pluridisciplinaire, sans programmation ni billetterie. L'action de "La Maison du Geste et de l'Image" se déploie dans trois directions : des projets artistiques et culturels avec les élèves ; des formations s'adressant aux enseignants et aux artistes intervenants ; des réalisations d'outils pédagogiques à partir d'actions spécifiques.

Elle expose ensuite les réalisations de l'association en 2014 :

- réalisation de 103 ateliers en temps scolaire autour du thème fédérateur "Reflets et Répliques". Ces ateliers ont impliqué 2 077 élèves, 141 enseignants et 72 établissements,
- participation à la mise en place de l'ARE, avec l'organisation de 26 ateliers de théâtre,
- poursuite de l'action avec la DASCO, dans le cadre de l'opération "Objectif Photo", en organisant 70 ateliers de photographie en direction de 60 centres de loisirs et 10 écoles primaires, en partenariat avec des professeurs d'arts plastiques de la Ville de Paris. Une résidence artistique s'est déroulée dans des établissements parisiens,
- organisation de 33 ateliers de 6 heures dans le cadre du parcours artistique du Tram, plus précisément le prolongement de la ligne T3, vues du Tram. Il s'agit d'une action de médiation destinée aux primaires, collèges, lycées et centres de loisirs qui vise à s'interroger sur la place de l'art contemporain dans la ville,
- poursuite des partenariats avec la DRAC et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Mme Catherine SALVADOR précise que l'ensemble de l'action de "La Maison du Geste et de l'Image" a concerné près de 4 650 enfants et adolescents.

Elle développe les actions de "La Maison du Geste et de l'Image" qui seront réalisées en 2015 :

- organisation d'ateliers en temps scolaire autour du thème "Fables, Légendes et Mythes contemporains",
- organisation, dans le cadre de l'ARE, de 40 ateliers, 20 en théâtre et 20 en images (vidéo et photographie),
- poursuite des actions en lien avec la DRAC (Lycées) et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Mme Catherine SALVADOR indique que, par délibération des 15, 16 et 17 décembre 2014, il a été accordé, au titre de 2015, une subvention de 405 000 € représentant 50 % du montant de la subvention 2014, et elle propose que, compte tenu de l'intérêt pédagogique et culturel de l'action de "La Maison du Geste et de l'Image", le montant global de la subvention 2015 octroyée soit de 810 000 €, identique à celui de 2014, et que lui soit donc versé un complément de 405 000 €

M. Laurent SAIAG souligne l'intérêt présenté par les actions réalisées par "La Maison du Geste et de l'Image", et qui sont mentionnées dans l'exposé des motifs de la délibération. Il salue le fait que cela figure, avec ce niveau de détail, dans le document transmis aux élus, ce qui leur permet d'avoir une vision claire des interventions de l'association et du nombre des bénéficiaires. Il relève que la participation aux ARE se poursuit cette année, et salue cet investissement dans ce dispositif. Il est favorable à cette délibération.

Mme Catherine MATHON signale que les locaux dont dispose "La Maison du Geste et de l'Image", qu'elle a visités, sont spacieux et qu'ils disposent de moyens technologiques modernes au service de la mission de l'association.

Mme Catherine TRONCA demande s'il est possible de savoir combien d'enfants des classes du 1^{er} arrondissement s'y sont rendus et ont participé aux actions.

Mme Catherine SALVADOR indique que la directrice a reçu comme recommandation de la part des services de la Mairie de Paris de permettre l'accès à toutes les classes des arrondissements de Paris, ainsi qu'aux classes des établissements de la région parisienne. Ces éléments conduisent à penser qu'il ne peut être garanti une priorité aux élèves des classes du 1^{er} arrondissement, ce qui constitue un inconvénient.

M. Jean-François LEGARET indique qu'il y a toutefois en la matière une marge de progression et que des contacts peuvent être noués pour parvenir à faire évoluer le chiffre de la fréquentation par des classes du 1^{er} arrondissement.

Il met ensuite aux voix le projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Délibération 2015 DAC 244 – Subvention (332.000 euros), avenant à convention, convention d'occupation du domaine public et convention d'objectifs s'y rapportant avec l'association "Forum des Images" (1^{er})

M. Jean-François LEGARET demande à Mme SALVADOR de bien vouloir présenter le projet de délibération.

Mme Catherine SALVADOR précise qu'il est proposé d'apporter un soutien financier à l'association "Forum des Images". Cette association est située au cœur du Forum des Halles, au n°2 rue du Cinéma, à côté de la nouvelle bibliothèque François Truffaut. L'association a pour objet :

- la création d'une vidéothèque parisienne regroupant et conservant, en vue de leur diffusion, tous documents audiovisuels concernant Paris,
- la création d'un lieu d'animation et de rencontres consacré au cinéma,
- la création, la conception et la diffusion de programmes,
- le recueil, la production ou la coproduction de documents audiovisuels sur Paris et ses habitants, afin de constituer une mémoire vivante de la ville,
- l'accueil et la production de spectacles vivants.

Elle indique que déjà beaucoup de Parisiens ont fait don de leurs images personnelles pour enrichir le fonds. Il s'agit d'un fonds permettant aux générations actuelles et futures de mieux connaître les précédentes générations, en particulier sur la vie architecturale de la Ville de Paris et sur la vie sociale.

Elle signale qu'en juin 2004, le "Forum des Images" a absorbé, pour des raisons de simplicité juridique et budgétaire, la deuxième association qui gérait également l'institution et qui était appelée "Centre audiovisuel de Paris". Elle précise que le "Forum des Images" est un équipement unique et singulier dans le paysage cinématographique national. L'association est devenue, grâce aux financements de la Ville de Paris, l'une des institutions cinématographiques majeures de la capitale, et, après les travaux de rénovation financés par la Ville de Paris, elle a ré-ouvert ses portes au public le 5 décembre 2008, avec des espaces repensés, des services modernisés et une programmation renouvelée.

Trois idées fortes conduisent l'action de cette institution :

- créer une collection de films et d'images sur Paris consultable sur place : Mme Catherine SALVADOR insiste le fait que cela garantira un vrai respect et une vraie protection des images fournies, ce qui est tout à fait différent de la communication de photographies sur internet,
- enrichir ce fonds de nouvelles productions sur les chantiers et l'évolution de la ville de Paris, pour les générations actuelles et les générations futures,
- construire une programmation audiovisuelle dans une perspective d'éducation au cinéma et de réflexion sur la culture en général et la ville en particulier.

Elle poursuit un indiquant que le "Forum des Images" offre une programmation enrichie tout en restant fidèle à son identité, qui est de garder un regard sur les interrogations fondamentales de la société et du monde contemporain.

Elle cite deux festivals emblématiques de la démarche du "Forum des Images" : "Séries mania" et "Un état du Monde et du Cinéma".

Le "Forum des Images" accueille 30 000 enfants par an, accompagnés de leurs parents ou de leurs enseignants, dans le cadre d'actions éducatives. Le festival intitulé "Tout-petits cinéma", original et représentatif de l'expertise du "Forum des Images", est dédié aux enfants âgés de 18 mois à 4 ans pendant les vacances d'hiver. Le lieu accueille également des séances de "Mon premier festival", manifestation cinématographique jeune public de la Ville de Paris pendant les vacances de la Toussaint. Enfin, dans l'esprit de l'université populaire, l'Académie du "Forum des images" propose à tous les publics des cours de cinéma hebdomadaires, des master-classes d'artistes internationaux et des ateliers pratiques. Il est ainsi prévu une rencontre avec l'acteur Vincent LINDON et le réalisateur Stéphane BRIZE. L'intégralité de la sélection de la Quinzaine des réalisateurs du Festival de Cannes pourra également y être présentée.

Mme Catherine SALVADOR indique que le "Forum des Images" doit pouvoir continuer de s'équiper de divers matériels nécessaires à l'amélioration de l'ensemble de ses services, mais aussi acquérir et renouveler ses droits de films, et que l'ensemble de ses besoins nécessite un réel soutien en équipements.

La structure propose d'organiser en août 2015 la 15^{ème} édition de l'opération "Cinéma au Clair de Lune", qui consiste à projeter des films en plein air à l'occasion de séances gratuites dans différents quartiers parisiens. Onze projections sont prévues pour cette édition, soit deux projections supplémentaires par rapport à l'édition 2014. Le développement de l'opération va désormais s'étendre jusqu'à la mi-août. Pour soutenir cette initiative, il est proposé d'augmenter en 2015 la subvention attribuée au projet "Cinéma au Clair de Lune" de 30 000 € (87 000 € ont été attribués en 2014).

Une subvention globale de 6 247 000 € est proposée au titre de l'année 2015, avec la répartition suivante :

- 5 830 000 € en fonctionnement général,
- 117 000 € en fonctionnement pour l'opération "Cinéma au Clair de Lune",
- 300 000 € en investissement.

Mme Catherine SALVADOR propose qu'un soutien soit accordé au "Forum des Images" à hauteur de 3 332 000 € en complément de l'acompte de 2 915 000 € déjà voté conformément à la délibération 2014 DAC-1591, et qu'une nouvelle convention d'occupation du domaine public remplace les conventions existantes.

M. Jean-François LEGARET remercie Mme SALVADOR, et demande s'il y a des observations.

Mme Catherine MATHON signale que les Conseils de Quartier ont souhaité assister à une projection concernant les Halles et le Forum des Halles. Elle indique que la demande a été prise en charge au travers d'une séance qui se nomme "Je me souviens de Paris", dont la création de ces nouveaux ateliers remonte à février 2015. Il est également proposé de choisir un sujet et une thématique afin que la responsable de ces ateliers puisse compiler les différents documentaires et composer la séance, qui dure 1 h 30 et qui est suivie d'un moment de convivialité, pour une trentaine de personnes, ceci pour une somme qui se révèle être relativement modique. Aussi, Mme Catherine MATHON rappelle-t-elle que le financement de ce type d'activités pour les Conseils de Quartier et pour leurs membres, autour de projections cinématographiques, peut être trouvé dans les dotations de fonctionnement qui sont prévues et qui ont été rappelées précédemment.

Mme Catherine TRONCA souhaite avoir des informations sur les chiffres liés à la production de spectacles vivants.

Mme Catherine SALVADOR indique que, lors de la rencontre qu'elle a eue avec les représentants de la structure, il a été surtout question de la banque de données en images sur Paris, et moins de spectacles vivants, mais que pourrait cependant entrer dans cette catégorie le "Festival Au Clair de Lune", de l'été, par exemple.

Mme Catherine TRONCA indique qu'il s'agit là de cinéma.

Mme Catherine SALVADOR fait remarquer que la démarche en est néanmoins originale, puisque cela se déroule dans le cadre de la rue ; mais elle souligne que la rencontre n'a abordé que la question du patrimoine de l'image.

Mme Catherine TRONCA évoque ensuite la question des droits d'utilisation de la salle de l'ancien Auditorium des Halles par la Ville, qui est prévue dans la convention, à hauteur de plusieurs mises à disposition pour la Ville. Elle demande si le Conseil d'Arrondissement peut avoir accès à la salle. Mme Catherine SALVADOR précise que cette question n'a pas été formulée lors de la rencontre avec les représentants de l'association, mais souligne que la structure accueille bien volontiers toute personne pour un échange autour des prestations et produits proposés.

M. Jean-François LEGARET indique qu'il ne prendra pas part au vote, ni au débat, car il est Administrateur du "Forum des Images", désigné par le Conseil de Paris, mais que, sur cette question, très précise, il peut signaler qu'une quantité de dix occupations de la salle est prévue pour la Ville ; mais il affirme qu'il ne peut pas être précis sur la possibilité, pour le Conseil du 1^{er} arrondissement, d'avoir une sorte de "droit de tirage" en la matière. Il indique qu'il fera suivre la question au "Forum des Images", puis qu'il communiquera la réponse obtenue.

Mme Catherine TRONCA souhaite savoir, dès lors qu'il s'agit du vote d'une subvention, quels sont les projets du "Forum des Images" pour 2015.

Mme Catherine SALVADOR précise que sont prévues l'extension du festival de l'été dernier sur le 17^{ème} et le 20^{ème} arrondissement (la durée va être donc être prolongée), mais également des opérations d'acquisition d'équipements au niveau technique. La numérisation, par exemple, est coûteuse. A ce jour, 7 000 films ont été numérisés.

M. Laurent SAIAG demande si des chiffres sont disponibles quant à la fréquentation du festival. Il redoute que, vu les éditions successives, l'initiative puisse être sur la pente de l'essoufflement.

Mme Catherine SALVADOR ne dispose pas d'un chiffre précis en la matière, mais signale que si la Mairie de Paris soutient les initiatives proposées, c'est que cela témoigne d'une reconnaissance de la vitalité de la structure.

M. Jean-François LEGARET propose que les chiffres de la fréquentation soient communiqués à M. Laurent SAIAG.

M. Laurent SAIAG souligne le potentiel de tourisme culturel qui sous-tend des initiatives comme celle de ce festival.

M. Jean-François LEGARET met aux voix le projet de délibération qui reçoit un avis favorable à l'unanimité. Il rappelle qu'il ne prend pas part au vote.

Délibération 2015 DAC 254 - Subvention (56.130 euros), à 20 associations adhérant à la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie, et signature d'une convention

M. Jean-François LEGARET demande à Mme Josy POSINE de présenter le projet de délibération.

Mme Josy POSINE précise que la section du 1^{er} arrondissement de la FNACA est jumelée avec le 2^{ème} arrondissement. La section est modeste, mais s'active fortement dans les activités d'aide et d'accompagnement aux adhérents, anciens combattants des conflits d'Algérie, Maroc et Tunisie et leurs ayant-droits. La section participe régulièrement à des cérémonies, à des colloques, et assure des permanences en mairies.

Elle indique qu'afin de permettre au comité local de la FNACA, 1^{er} et 2^{ème} arrondissements, de poursuivre ses actions, il est proposé de lui attribuer une subvention de 600 €.

Mme Catherine TRONCA demande pourquoi la Mairie du 1^{er} arrondissement n'organise pas de commémoration de la date du 19 mars 1962.

M. Jean-François LEGARET répond que le fleurissement se fait au niveau de l'Hôtel de Ville, et M. Jean-François LEGARET ajoute que l'organisation des manifestations patriotiques fait intervenir très largement le Comité du Souvenir du 1^{er} arrondissement, et que sa position est de retenir 4 célébrations. Il note qu'il y a, à chaque fois, un public très nombreux, présent à ces manifestations, et souligne le fait que la célébration a lieu le jour même, ce à quoi le Comité du Souvenir et lui-même tiennent profondément, au niveau du sens profond de l'hommage rendu.

M. Jean-François LEGARET met aux voix la délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Délibération 2015 DLH 25 – Charte des mutations dans le parc social

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Emmanuel CALDAGUÈS, qui rapporte ce projet de délibération.

M. Emmanuel CALDAGUÈS présente le projet de délibération DLH 25, relative à la Charte des mutations dans le parc social et sur laquelle les Conseils d'Arrondissement sont appelés à se prononcer cette fois par un vote ; il rappelle qu'en 2009, un tel projet avait fait l'objet d'une communication seulement.

Il énonce les dispositions principales de la Charte, et en premier lieu, les éléments de constat : les échanges à partir du parc social font partie des préoccupations les plus importantes des occupants. Ceux qui souhaitent un échange de logement représentent à Paris 21,3 % des demandeurs de logements. Dans le 1^{er} arrondissement, le chiffre est de 14,5 %. Les motifs des demandes d'échanges sont divers :

- logement trop petit : 50 % des demandeurs d'échange mentionnent ce motif à Paris, et 60,5 % dans le 1^{er} arrondissement,
- problèmes d'environnement et de voisinage : 25,3 % des demandeurs mentionnent ce motif à Paris, et 24 % dans le 1^{er} arrondissement,
- des raisons de santé : 16,8 % des demandeurs mentionnent ce motif à Paris, et 20 % dans le 1^{er} arrondissement.

M. Emmanuel CALDAGUÈS cite les blocages aux opérations de mutations dans le parc social :

- les contingents des réservataires : faute d'accord entre les réservataires, les bailleurs limitent souvent leurs propositions de mutations au périmètre des logements relevant du réservataire du logement occupé par le demandeur,
- la forte demande de logements plus grands constitue une réelle difficulté,
- les ménages en situation de sous-occupation font preuve d'un certain nombre d'exigences, s'ils acceptent d'avoir une mutation,
- le souhait de beaucoup de locataires de rester dans leur arrondissement ou leur quartier.

Il énonce ensuite les dispositions majeures de la Charte pour remédier à ces difficultés. En premier lieu, celle-ci met en place des outils, qu'elle souhaite voir partagés dans tous les arrondissements, dont la grille de cotation que la Ville souhaite établir à Paris, à la fin de 2015, reposant sur la double intervention de critères et d'éléments de pondération, comme celui de la sous-occupation, l'octroi d'aide du FSL sous condition de relogement, des situations de handicap, des situations de violences familiales conduisant à la nécessité d'une décohabitation. Par ailleurs, la Charte vise à améliorer la fluidité, en recherchant les moyens de garantir un traitement rapide des mutations chez un même bailleur, et en cherchant à organiser une démarche de mutualisation entre les bailleurs.

M. Emmanuel CALDAGUÈS fait part des commentaires que suscite la rédaction de la Charte. Si l'amélioration des mutations est une nécessité, deux points, sont pour lui, problématiques.

D'une part, une phrase de la délibération fait naître de profondes interrogations : « Dans un souci de traitement rapide de ces demandes, sur l'ensemble du contingent de la Ville, **il est proposé que ces mutations inter-contingents soient examinées par la Commission de la Maire, et que le logement soit imputé au contingent de la mairie centrale ou au contingent de la mairie d'arrondissement** selon l'état des orientations antérieures, en veillant à la meilleure parité possible des typologies et catégories financières des logements de chaque contingent ». La phrase fait naître des interrogations d'autant plus profondes qu'elle est combinée à une autre disposition figurant plus haut dans le projet de délibération, et qui indique que 25 % du parc locatif de chaque bailleur sera réservé, dans le cadre des mutations du parc social, à ces bailleurs. Il trouve qu'il est dommageable que 25 % du contingent du Maire d'arrondissement soit utilisé à des mutations, alors que les attributions pour les mutations sont faites par la Commission de la Ville de Paris, dans la mesure où on assisterait là à une amputation des pouvoirs du Maire et de la Commission du 1^{er} arrondissement, par le biais de ce qui peut apparaître comme une "tentative de recentralisation" de la Ville de Paris. Il est donc difficilement acceptable que la Commission pluraliste du 1^{er} arrondissement soit dépourvue d'une partie de ses prérogatives, et ceci sans concertation.

D'autre part, sur le système de critérisation des demandes de logements, il indique qu'actuellement, tel que fonctionne la procédure d'attribution dans le 1^{er} arrondissement, tous les dossiers sont examinés par la Commission de cet arrondissement; aucun demandeur n'est exclu de l'examen effectué par la Commission. Il considère que le système de la critérisation n'est pas forcément un bon système pour le 1^{er} arrondissement par rapport à son fonctionnement actuel.

En vertu de ces différentes considérations, M. Emmanuel CALDAGUÈS propose que soit émis un avis défavorable sur ce projet de délibération.

M. Jean-François LEGARET indique qu'il est très partagé et très frustré à la lecture du projet de délibération. Il conçoit parfaitement que l'on veuille favoriser les échanges dans le parc social, et que l'on fluidifie les mutations. Il estime qu'il y avait un besoin d'évolution, ceci pour prendre davantage en compte la situation de personnes qui voulaient changer d'appartement, sans les obliger à faire à nouveau l'intégralité de la démarche comme s'ils faisaient une demande ; mais, toutefois, il trouve pénalisant que les contingents dont disposent les mairies d'arrondissement soient amputés de 25 %. Or, il y a, dans le 1^{er} arrondissement, 5 à 6 attributions de logements par an en moyenne ; il en resterait donc 4. A cette échelle, cette réduction est dommageable. Est également préjudiciable la prise de la décision de réattribution par la Commission centrale de la Mairie de Paris, qui imputerait cela sur le contingent de l'arrondissement ; de ce fait, il sera artificiellement considéré que le logement est attribué sur le contingent du 1^{er} arrondissement, alors que c'est la Commission centrale qui l'aura attribué. Il trouve que cette démarche de recentralisation ne va pas dans le sens des propos entendus quant à la volonté consistant à vouloir donner plus de pouvoir aux mairies d'arrondissement, via une démarche de déconcentration. Il rappelle que le projet de délibération n'a été précédé d'aucune forme de discussion, alors que des instances existent pour cette discussion, dont la réunion du Comité des Arrondissements (Maire de Paris et les 20 Maires d'arrondissement) qui se réunit deux fois par an. Engager une démarche répondant à ce souhait est louable, mais le faire au détriment des mairies d'arrondissement, alors que l'on connaît le faible pouvoir en la matière qui est le leur, n'est, à ses yeux, pas acceptable. C'est cet ensemble de motifs qui le conduisent à totalement suivre l'avis défavorable proposé par M. Emmanuel CALDAGUÈS.

Mme Catherine TRONCA indique qu'il y aura sans doute, par la voie de l'adhésion à la Charte, une répartition de l'effort entre la mairie centrale et les mairies d'arrondissement, entre les mairies d'arrondissement entre elles, pour se situer à l'intérieur de ce chiffre de 25 % de logements réservés aux mutations. Elle fait remarquer que rien n'est certain sur l'imputation systématique et automatique de 25 % dans chacun des arrondissements.

M. Jean-François LEGARET précise que l'article L 2511-20 du Code Général des Collectivités Locales indique que, pour les logements Ville de Paris, l'attribution est ventilée moitié pour la mairie de Paris, moitié pour la mairie d'arrondissement. Il s'agit là de la règle pour les attributions, et il estime que, pour les mutations, il est sous-entendu que la loi prévoyait bien le même dispositif. Sous réserve d'expertise, il semble qu'il y ait un problème de conformité vis-à-vis des règles précitées.

M. Laurent SAIAG estime que la rédaction laisse penser que, sur les 25 %, ce n'est pas la totalité de ce pourcentage qui serait décidée au niveau de la mairie de Paris, mais potentiellement une partie seulement.

M. Jean-François LEGARET indique que des questions ont été posées, mais que, malgré tout, il apparaît que l'orientation est bien celle figurant dans la délibération. A ce stade, et au vu de la rédaction proposée, il maintient qu'il n'est pas possible d'exprimer un avis favorable.

Mme Catherine MATHON indique qu'elle a pu noter que la mairie de Paris ne fait pas savoir aux Maires d'arrondissement les noms des personnes qui bénéficient d'une attribution de logement dans l'arrondissement, alors que les Commissions d'arrondissement communiquent les noms des personnes retenues par elles à l'Hôtel de Ville. Elle s'étonne de l'absence de réciprocité.

M. Jean-François LEGARET partage cette remarque, et il observe que cela génère un phénomène de gonflement artificiel des listes d'attente : en effet, lorsque la mairie centrale opère le relogement, elle ne prend pas garde d'informer la mairie du 1^{er} arrondissement de cette attribution, et les chiffres ne subissent donc pas de mise à jour. Cette question avait été posée lors de la précédente mandature, mais elle est restée sans réponse sur le fond.

Mme Catherine TRONCA trouve qu'il serait intéressant de mettre en place les réunions bailleurs / locataires dont le principe avait été formulé. M. LEGARET indique qu'il y reste favorable, mais qu'il y a un aspect organisationnel à étudier.

M. Jean-François LEGARET met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis défavorable par 9 voix Contre (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 Abstentions (Mme Catherine TRONCA, M. Laurent SAIAG).

Délibération 2015 DPP 11 – Fixation des redevances annuelles (100 euros) dues par l'association Protection Civile de Paris, pour l'occupation temporaire de locaux situés 26, rue Saint-Roch (1^{er}).

M. Marc MUTTI indique que la délibération vise à fixer la redevance annuelle due par l'association Protection Civile de Paris pour l'occupation d'un local situé au 26, rue Saint-Roch à Paris (1^{er}). Il s'agit d'un local de 275 m², au sous-sol du bâtiment, qui abrite également une halte-garderie et une crèche. La Protection Civile regroupe plus de 480 bénévoles, répartis au sein de 12 antennes, agissant principalement dans trois domaines : les opérations de secours, la formation aux premiers secours du grand public et la formation professionnelle, l'action solidaire et sociale.

Il précise que la Ville de Paris souhaite régulariser la situation locative de l'association. Après avis favorable du Conseil du Patrimoine, la Ville propose la signature d'une convention d'occupation temporaire sur cet emplacement. La valeur locative du local est estimée à 56 320 € par an. La Maire de Paris propose que soit fixée à la charge de l'association une redevance au niveau symbolique de 100 euros par an, compte tenu du rôle reconnu d'utilité publique de l'association. La perte de recettes consentie par la Ville de Paris serait par conséquent de 56 220 € par an, et se traduit par une subvention en nature de 56 220 € à l'association Protection Civile de Paris, pour son antenne du 1^{er} arrondissement. La Maire de Paris signera, dans ce cadre, avec l'association, une convention triennale d'objectifs qui fixe un cadre d'exercice des activités.

Il propose d'exprimer un vote favorable quant au projet de délibération fixant une redevance symbolique de 100 € pour l'occupation du local en question par l'association La Protection Civile de Paris.

M. Laurent SAIAG demande des précisions sur le statut et le rattachement de l'association. M. Marc MUTTI répond que, pour l'exercice de son activité, à savoir la participation à des missions de sécurité, elle est rattachée au ministère de l'Intérieur et qu'elle intervient par ailleurs auprès des Préfets.

M. Jean-François LEGARET met aux voix le projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Délibération 2015 DVD 16 – Programme 2015 de zones 30. Demande de subvention auprès de la Région d’Île-de-France.

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Nicolas MARTIN-LALANDE qui rapporte ce projet de délibération.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE indique que l’objet de la délibération est d’approuver la création de zones 30 et de zones de rencontre proposées par la Maire de Paris au titre du programme 2015. Ces dispositifs ont vocation à donner la priorité, parmi les usagers de l’espace public, aux piétons et aux cyclistes, ainsi qu’à favoriser les mobilités dites alternatives et autres circulations douces. La zone 30 est la modalité de circulation apaisée qui modifie le moins l’existant. Elle ne prévoit ni restriction de la circulation, ni restriction du stationnement, mais simplement une restriction de la vitesse à 30 km/h. La zone de rencontre accorde davantage la priorité aux piétons et aux cyclistes. Elle ne prévoit pas de restriction de la circulation, mais le stationnement y est considéré comme gênant en dehors des stationnements aménagés, et la vitesse y est réduite à 20 km/h. Ce statut de la zone de rencontre, à mi-chemin entre la zone piétonne et la zone 30, se prête tout particulièrement bien aux zones dans lesquelles la densité piétonne est importante ainsi qu’aux voies situées dans des secteurs très résidentiels, aux trottoirs étroits, pour les besoins d’une desserte locale.

Il signale que la Maire de Paris prévoit de compléter le maillage des zones 30 et 20 existantes, notamment dans les 4 premiers arrondissements de la capitale. L’objectif est de constituer au centre de Paris un périmètre composé, sauf exception, de voies limitées à 30 km/h, voire à 20 km/h. Il rappelle que figurent en zone 30 dans le 1^{er} arrondissement la Place Vendôme, les rues autour du jardin du Palais Royal, Montpensier, Beaujolais, et Valois, la place du Carrousel du Louvre, les rues du carré des Halles, les rues du Louvre et Etienne Marcel, les rues du quartier Saint-Germain-L’Auxerrois se trouvant sur la rive droite. Il signale que la vitesse maximale autorisée devant l’ensemble des établissements scolaires est limitée à 30 km/h. Désormais, la zone 30 deviendrait le statut réglementaire de droit commun, à l’exception, d’un côté, des axes structurants, comme la rue de Rivoli et la rue de l’Opéra, et de l’autre côté, la zone piétonne des Halles et des zones de rencontre. Les nouvelles zones 30 créées seront indiquées par une signalisation verticale complétée d’un marquage au sol soulignant la limitation à 30 km/h, ainsi que le double sens cyclable. En effet, la réforme du code de la route de janvier 2008 impose aux collectivités la mise en œuvre de contresens cyclables dans les zones 30, sauf dispositions contraires prises par la Préfecture de Police.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE rappelle qu’il existe dans le 1^{er} arrondissement une zone de rencontre à 20 km/h qui comprend trois voies : la rue Jean-Jacques Rousseau, la place des Deux-Ecus et la rue du Pélican. Il précise que, dans son programme pour l’année 2015, la Maire de Paris prévoit de créer plusieurs nouvelles zones de rencontre : il s’agit des rues Gomboust, du Beaujolais, Vivienne, des Bons-Enfants et du Jour. La plupart des rues du Carré des Halles basculeraient du statut de zones 30 à celui de zones de rencontre : rues Berger, Saint-Honoré, Arbre Sec, Vauvilliers, du Roule, Prouvaires et Bourdonnais. La rue Montmartre basculerait aussi de zone 30 à zone de rencontre, et certaines rues du quartier Saint-Germain-L’Auxerrois basculeraient également du statut de zone 30 à zones de rencontre : Place du Louvre, rues Saint-Germain-l’Auxerrois, des Orfèvres, Jean-Lantier, des Deux-Boules, les quais de l’Horloge et des Orfèvres, ainsi que la Place Dauphine. Au total, les aménagements de zones 30 et de zones de rencontre proposés par la Ville de Paris dans le 1^{er} arrondissement pour l’année 2015 concerneraient un linéaire de 13,8 km de voies à sens unique, pour un coût de 921 000 € TTC.

Il propose que soit émis un avis favorable à ce projet, compte tenu des éléments suivants : la réduction des nuisances sonores et de la pollution, ainsi que l’amélioration du cadre de vie, dont est potentiellement porteur le développement des zones de circulation apaisée. Il indique qu’un point de vigilance est à porter sur le fait que la mairie d’arrondissement doit être très étroitement associée au programme de création des nouvelles zones de rencontre, et sur la nécessité de porter une attention toute particulière à la sécurité des cyclistes et des piétons. La mise en place des signalisations verticales et horizontales adaptées est également une nécessité pour organiser cette sécurité.

M. Jean-François LEGARET indique qu’il est favorable à toute mesure de nature à faire baisser la pression automobile dans le centre, et à réduire les risques de conflits entre les usagers de la voie publique. Il indique avoir proposé que le 1^{er} arrondissement, par sa surface réduite, puisse servir de terrain d’expérimentation en la matière. Il précise que la qualité de vie sera accrue par ce type de disposition, à condition, bien entendu, que cela soit respecté ; or, il indique avoir constaté des comportements très irresponsables, d’automobilistes, mais aussi de conducteurs de scooters et de motos. Il trouve également qu’une discussion préalable est nécessaire, intégrant les Conseils de Quartier.

Mme Catherine MATHON signale que les Conseils de Quartier ont débattu de questions touchant la circulation, comme cela a été le cas dernièrement avec le Conseil de Quartier de Saint-Germain-L'Auxerrois. Elle indique qu'elle a l'intention de faire de cette question un thème de débat pour les prochaines séances.

Mme Catherine TRONCA indique que cela constitue une avancée, et qu'il faut avoir une vue globale quant aux mesures à prendre portant sur l'usage de la voiture. Elle signale qu'elle n'est pas défavorable à la mise en œuvre d'une expérimentation, mais attire l'attention sur le fait qu'il ne faudrait pas être seul, et qu'il ne faudrait pas en faire les frais.

M. Jean-François LEGARET précise que ce sont les 4 arrondissements du centre qui pourraient être mobilisés, et que cela correspondait à la proposition faite par M. Christophe NAJDOVSKI, lors d'une réunion récente, à laquelle le Maire du 1^{er} arrondissement avait fait connaître son accord de principe. M. Jean-François LEGARET insiste sur l'ambition du projet qui consiste à renforcer la qualité de vie et le respect mutuel par ce type d'initiatives.

M. Laurent SAIAG indique qu'il est favorable à ces propositions liées au renforcement des zones 30 et des zones de rencontre. Il demande des informations sur les modalités et les délais de mise en œuvre de ces aménagements.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE signale que l'objectif affiché est celui d'une mise en place durant l'année 2015, sans plus de précision sur le calendrier. Il indique qu'il va rechercher ces renseignements et les communiquer aux élus, ainsi qu'aux Conseils de Quartier.

Mme Catherine SALVADOR, tout en soulignant l'aspect positif des projets, fait néanmoins remarquer que cela ne concerne que les temps de fluidité de circulation, qui ne sont pas si courants. Et elle relate le fait que, durant la nuit, la Place Vendôme s'apparente, en quelque sorte, à un circuit de vitesse.

M. Jean-François LEGARET déclare que, pour lutter contre les désordres de ce type ou ceux qui existent sur le quartier des Halles, il s'est déclaré favorable à l'installation d'appareils de vidéo-verbalisation. Il en a d'ailleurs fait part récemment, par écrit, à Mme HIDALGO. Cela serait de nature à permettre l'accroissement des procédures de verbalisation pour tous les conducteurs qui prennent, et particulièrement la nuit, les voies pour des circuits de vitesse, et cela aurait donc un réel caractère dissuasif. Il trouve que ce type de dispositifs est une solution possible au problème souvent évoqué du respect des règles de circulation dans le quartier des Halles et de la coexistence des différents utilisateurs de la voie publique.

M. Jean-François LEGARET met aux voix le projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Délibération 2015 DVD 119 – Station de métro Pyramides (1^{er}). Avenant n° 8 à la convention d'affectation du domaine public avec la RATP

M. Jean-François LEGARET donne la parole à M. Nicolas MARTIN-LALANDE qui rapporte ce projet de délibération.

M. Nicolas MARTIN LALANDE indique que le projet de délibération vise à approuver un avenant à la convention du 14 octobre 2003 qui concerne l'affectation du domaine public viaire, afin d'autoriser la RATP à créer une issue de secours supplémentaire pour la station Pyramides de la ligne 14 du métro, face au n° 21 de l'avenue de l'Opéra.

La réalisation de cette nouvelle issue de secours apparaît nécessaire pour améliorer les conditions d'évacuation des voyageurs à la station Pyramides, compte tenu des évolutions du trafic, résultant de la prolongation de la ligne 14 du métro, de Saint-Lazare à la mairie de Saint-Ouen, prolongation visant elle-même à porter remède à la saturation de la ligne 13 du métro. Il propose d'émettre un avis favorable au projet de délibération.

M. Jean-François LEGARET met aux voix le projet de délibération, qui reçoit un avis favorable à l'unanimité.

Projet de délibération 2015 SG 14 – Aménagement des berges de Seine – Liaison Bastille/Tour Eiffel
(1^{er}, 4^{ème}, 7^{ème}, 12^{ème})

M. Jean-François LEGARET indique qu'il ne reprendra pas le texte littéral de la délibération, que chacun peut se procurer. Il précise que la délibération concerne non seulement le 1^{er} arrondissement, mais aussi le 4^{ème} et le 12^{ème} sur la rive droite ; mais il indique ne pas comprendre pourquoi il y est question du 7^{ème} arrondissement.

Mme Catherine SALVADOR émet l'hypothèse que cet arrondissement est peut-être considéré comme un lieu qui a vocation à soulager la rive droite, et qu'il entre donc, de ce fait, dans la même problématique.

M. Jean-François LEGARET pense alors que si c'est cette approche qui avait été retenue, il serait mentionné d'autres arrondissements, qui comprennent l'axe Saint-Germain, et qui ne sont pas consultés; il en va de même pour les 8^{ème} et 16^{ème} arrondissements qui, eux, sont très directement impactés, car l'aménagement de la voie rapide dénommée Georges Pompidou commence au Boulevard périphérique à la Porte de Saint-Cloud, le quai Louis-Blériot, et se poursuit dans le 8^{ème} et le 16^{ème} arrondissements.

Il précise que la section qui est concernée par un aménagement piétonnier, aux termes de la délibération proposée, est la section comprise entre le souterrain des Tuileries et la sortie en bas du bassin de l'Arsenal, près de la Place de la Bastille. Or, il s'interroge sur la raison pour laquelle seraient laissés en l'état les aménagements existant du côté des 8^{ème}, 16^{ème} et 12^{ème} arrondissements. En effet, ce qui peut apparaître comme une "autoroute urbaine" avec deux fois deux voies du côté du Cours-La-Reine comportera un goulet d'étranglement lorsque l'on arrivera au milieu, et il sera logique que la répercussion de cette situation se fasse jusqu'au pont du Garigliano à certaines heures de pointe.

Il fait observer qu'aux termes de la délibération, il y a deux scénarii possibles, l'un consistant à supprimer l'utilisation du souterrain des Tuileries jusqu'au bassin de l'Arsenal, et à n'utiliser que les quais hauts ; l'autre consistant à garder ouvert le souterrain des Tuileries, à interrompre la circulation automobile sur les berges basses entre le Châtelet et la Bastille. M. Jean-François LEGARET estime que, si l'on peut relever que ce deuxième scénario ne toucherait pas le 1^{er} arrondissement, il comporte un fort risque d'embouteillage permanent, qui serait la conséquence de l'opération ; embouteillage rendu encore plus désagréable par le fait que cela serait dans un tunnel.

Il exprime par ailleurs une interrogation sur le fait que la délibération vient de manière un peu précipitée, sans réelle concertation, le projet semblant entièrement ficelé à ce stade.

Il rappelle qu'un projet de piétonisation des berges sur la rive gauche et la rive droite avait été annoncé en 2010, par Bertrand DELANOË, qui avait décidé ensuite de faire l'opération sur la rive gauche, car les comptages de véhicules n'étaient pas comparables (2 400 véhicules par heure sur la rive gauche, et 3 500 véhicules par heure sur la rive droite). Il rappelle également que, dans ce contexte, Bertrand DELANOË avait également précisé qu'il fallait commencer, avant de réaliser les aménagements de la rive droite, par améliorer l'offre de transports en commun. Il s'interroge donc sur les raisons pour lesquelles les chiffres en question, qui étaient valables en 2010, ne le seraient plus aujourd'hui ; et pourquoi ce qui n'était pas envisageable en 2010 le deviendrait aujourd'hui, alors qu'il ne voit pas d'améliorations portées sur les transports en commun, celles-ci devant être un préalable à la piétonisation des berges sur la rive droite.

Face à ces interrogations, et tant qu'elles n'auront pas reçues de réponses, il indique ne pas pouvoir, en responsabilité, exprimer un avis favorable quant à l'opération de piétonisation des berges sur la rive droite. Il indique que, durant "Paris Plage", ou encore lors des épisodes d'inondations, des perturbations importantes, de jour et de nuit, apparaissent dans les rues du centre, dans celles de l'arrondissement – des perturbations en termes de bruit, de pollution. Il ne peut donc admettre que la situation, totalement désagréable pour les riverains, soit généralisée sur l'année. Il demande expressément que l'on mette comme proposition soumise à la concertation la proposition alternative qui consisterait à permettre la piétonisation sur les berges basses ou bien sur les berges hautes. Il considère que les berges hautes sont des espaces exceptionnels, par leur beauté, par leur patrimoine, par leur caractère propice à la promenade, et par les cafés, boutiques, bouquinistes qui s'y tiennent. Faire autre chose sur la rive droite que ce qui a été fait sur la rive gauche, en termes d'aménagements favorisant la piétonisation, est également un souhait de sa part. Il souligne à nouveau la nécessité d'aborder la question de l'élargissement de l'offre en transports en commun.

Il propose, en raison des difficultés constatées, que le Conseil émette un avis défavorable sur la délibération, telle qu'elle est proposée aujourd'hui.

M. Marc MUTTI indique que la longueur de l'axe rapide fait que l'on est dans une logique métropolitaine, car la voie relie, en passant par le centre, la banlieue à la banlieue. Il estime que la démarche est à traiter au niveau du Grand Paris et du Conseil régional.

M. Laurent SAIAG cite les éléments qui sont à ses yeux positifs : l'aménagement réalisé sur la rive gauche, l'opération "Paris Plage". Il indique que le but de vouloir engager la reconquête de certains quais, pour la promenade et un certain nombre d'activités, est une ambition positive, que l'on peut retrouver dans d'autres capitales, dans d'autres villes françaises aussi, à municipalités de Gauche comme de Droite. Ses interrogations néanmoins portent sur la rapidité qui accompagne l'envoi du projet de délibération et son examen, même s'il peut remarquer que le processus n'est pas achevé. Il souhaite que la concertation soit maximale dans les faits, et d'ailleurs relève que le principe n'en est en rien écarté dans la délibération. Il exprime son accord sur l'observation liée à la nécessité de développer les transports collectifs. Il indique qu'il s'abstiendra sur le projet de délibération, eu égard aux quelques réserves que lui inspire la rédaction de ce projet.

Mme Martine FIGUEROA signale qu'elle fait le circuit en question tous les soirs, sur la ligne 72, et que son expérience l'amène ainsi à pouvoir comprendre la gêne ressentie par les riverains, qui est causée par la circulation et ses nuisances, en bruit et en pollution, sur cet axe. L'aménagement des quais hauts pourrait néanmoins se faire par la mise en place d'un espace beaucoup plus large aux piétons, et en diminuant la circulation, car les nuisances sont véritablement importantes. Elle espère également que la concertation pourra être large, et qu'elle portera sur différentes possibilités, soumises au débat.

Mme Catherine MATHON revient sur la question de la fermeture des voies sur berge rive gauche, avec report de circulation par l'avenue du Général Lemonnier et la rue de Rivoli. Elle fait remarquer que ces deux rues ont connu une augmentation des embouteillages, engendrant une réelle pollution. Elle indique par ailleurs que, si l'ouverture, sur la rive gauche, des voies sur berges pouvait se concevoir en été, en hiver il faudrait laisser ces quais ouverts, du fait de la moindre fréquentation touristique et de promenade. Elle pense par ailleurs qu'avant de supprimer des voies de circulation, il faudrait revoir intégralement la circulation dans une approche liée à la dimension métropolitaine, ainsi que l'a fait remarquer M. Marc MUTTI, de manière à proposer des solutions visant également à contourner Paris dans un temps raisonnable. Enfin, revenant sur "Paris Plage", elle indique que les désagréments divers en termes de circulation qui en résultent constituent un réel bémol à la satisfaction sur l'opération "Paris Plage" qu'a exprimée M. Laurent SAIAG.

M. Laurent SAIAG estime que "Paris Plage", avec l'affluence que connaît chaque année l'opération, et toutes les activités proposées, est un point positif ; mais il relève que cela n'est pas exempt de nuisances constatées.

M. Jean-François LEGARET juge que, avec 13 ans de recul, la politique consistant à vouloir réduire, par un mode autoritaire ou brutal, la place faite à la voiture, n'est pas forcément une réussite totale – les Parisiens pouvant noter que le phénomène de nuisance perdure. Une démarche d'évaluation, vu l'importance de ce recul, serait opportune. Il rappelle que, lors d'un récent pic de pollution, certes très exceptionnel, la presse avait indiqué que Paris était très polluée, voire la ville la plus polluée du monde. Il reconnaît qu'il y a des causes météorologiques à l'augmentation des nuisances enregistrées, mais il affirme qu'il est indéniable que la circulation y joue également un rôle important. Dans ces circonstances, il existe un accord général sur le fait qu'il faut améliorer la fluidité. Mais les mesures proposées ne vont pas en ce sens, puisqu'il y a des risques forts d'engorgement supplémentaire, compte tenu d'une sorte d'"entonnoir" placé sur la voie rapide.

M. Nicolas MARTIN-LALANDE considère que la proposition visant à piétonniser les quais hauts, rive droite, est d'autant plus intéressante qu'elle permettrait de diversifier l'offre de promenade sur les quais, en permettant aux Parisiens, aux Franciliens et aux touristes de choisir la façon dont ils souhaitent profiter des quais : soit à la rencontre de la Seine, en se rendant sur les quais bas rive gauche, soit en allant à la rencontre du patrimoine architectural et culturel en étant sur les quais haut rive droite. Il est bon d'avoir le choix de la façon dont on souhaite profiter des quais.

Mme Catherine TRONCA se souvient qu'avait été émise la proposition, lors de la campagne, par Mme HIDALGO et son équipe, qu'un tram soit mis en place au moins jusqu'à la Bastille en voie haute.

M. Jean-François LEGARET estime que cela ne peut guère s'intégrer dans un site aussi monumental qui est classé au titre du Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Il estime qu'il est nécessaire de renforcer l'offre de transport en commun, mais il précise qu'il y a, pour cela, d'autres possibilités que le tram.

Mme Catherine MATHON indique qu'il pourrait être opportun, sur la question des transports en commun, d'augmenter la fréquence des bus, et de travailler sur la question des conditions de transport par le métro.

Mme Catherine TRONCA fait remarquer que le tram présente l'avantage d'un non-dépassement de la durée prévue du voyage.

Mme Catherine SALVADOR pointe les difficultés que rencontrent les personnes handicapées en matière de transports en commun, à la Concorde, ou aux Tuileries, par exemple. Elle indique ne pas prendre souvent la voiture, et que, pour cela, il faut qu'elle y soit obligée ; or, elle relate le fait qu'elle a mis dernièrement 1 h 20 en voiture pour aller de la rue Castiglione à la mairie du 1^{er} arrondissement. Elle a pu constater par ailleurs que les scooters n'arrivaient pas à se frayer un chemin.

M. Jean-François LEGARET développe l'intérêt de la véritable concertation, et indique qu'il écrira à la Maire de Paris pour faire la proposition d'étude alternative de circulation soit sur les berges basses, soit sur les berges hautes.

Il met aux voix ce projet de délibération, qui reçoit un avis défavorable par 9 voix Contre (M. Jean-François LEGARET, M. Emmanuel CALDAGUÈS, Mme Catherine MATHON, M. Marc MUTTI, Mme Martine FIGUEROA, M. Nicolas MARTIN-LALANDE, Mme Josy POSINE, Mme Catherine SALVADOR, M. Baptiste BOUSSARD) et 2 Abstentions (Mme Catherine TRONCA, M. Laurent SAIAG).

Communications diverses

Mme Catherine MATHON invite les Conseillers à deux manifestations organisées par des Conseils de Quartier :

- manifestation "Arts en premier" (visite d'ateliers), les 13 et 14 mai, par le CDQ des Halles
- tournoi de pétanque organisé sur l'esplanade du Louvre, en face de la mairie, organisé par le Conseil de Quartier Saint-Germain-L'auxerrois.

Mme Catherine TRONCA fait remarquer que la pendule du Beffroi n'est pas à l'heure.

M. Jean-François MOREL explique que la raison réside dans des travaux qui sont en cours. Ceux-ci vont bientôt être tout à fait terminés, si bien que la pendule sera prochainement remise à l'heure.

M. Marc MUTTI indique que la mairie du 1^{er} arrondissement organise, avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, le 17 mai à 15h00, une conférence sur l'accessibilité aux personnes handicapées dans les différents lieux du 1^{er} arrondissement.

L'ordre du jour étant épuisé, le Maire du 1^{er} Arrondissement lève la séance du Conseil d'Arrondissement. Il précise que la prochaine réunion du CICA aura lieu le lundi 18 mai à 18 h 00. Le thème sera consacré à la sécurité.

* * * * *

M. Jean-François LEGARET donne la parole au public.

Mme BERTIN, habitante et commerçante sur le quai du Louvre, indique que, sur cette voie, la situation s'est profondément dégradée, en termes de circulation, au point que les véhicules de secours et de police ont du mal à se frayer un chemin dans cette circulation. Elle signale que les commerçants qui ont des terrasses enregistrent des retombées négatives du fait des désordres engendrés. Elle précise par ailleurs qu'elle voit mal comment pourra se mettre en place la piétonisation des voies sur berges, et l'articulation des différents modes de circulation ; et elle rappelle que l'intérêt en serait faible, rapporté au nombre de jours d'été dans l'année. Elle indique l'enjeu d'une véritable concertation et estime qu'il n'y aurait que des désavantages à faire les choses dans la précipitation.

M. Jean-François LEGARET signale que figurent parmi les fausses bonnes idées le fait d'avoir aménagé sur les voies sur berges de la rive gauche des équipements de jeux et d'activités qui sont quasiment ceux de la tenue de "Paris Plage", mais ceci 12 mois sur 12, en revanche. Avec cela, mais aussi des équipements relativement traditionnels, comme les établissements flottants, restaurants, guinguettes, implantés de longue date, il constate un réel manque d'imagination. Il note que, dans la délibération, il n'y a aucune précision sur le type d'animations proposées. Il fait également remarquer que la délibération précise que la dépense prévue en investissement serait de 8 millions. Or, cela paraît incohérent, au regard, par exemple, des 34 millions qu'ont coûté les aménagements de la rive gauche et des 10,5 millions que la seule réfection du souterrain des Tuileries – qu'il s'agirait désormais de fermer – a coûté il y a trois ans. Il rejoint les propos que Mme BERTIN a prononcés sur la précipitation, et y ajoute le problème évoqué de l'incohérence.

M. Alain LE GARREC soumet l'idée de réunir l'ensemble des Conseils de quartier, une fois par an, avec le Conseil d'Arrondissement, afin de débattre de divers sujets.

M. Jean-François LEGARET indique qu'il est favorable à ce que la rencontre puisse se faire.

Mme MATHON rappelle que ce sont les Conseils qui fixent leur ordre du jour. Elle indique qu'elle est favorable à la réunion des Conseils, autour d'un thème qui puisse fédérer tous les Conseils.

M. Alain LE GARREC signale qu'il y a des sujets qui sont transversaux, comme celui de la circulation. Puis il aborde la question de la fermeture temporaire du bureau de poste de la rue du Louvre durant les travaux de modernisation du bâtiment qui sont prévus à partir de la fin mai. Il estime que la population n'est pas suffisamment informée de l'existence du bureau de poste provisoire qui ouvrira ses portes à la fin du mois de mai rue Etienne-Marcel. Il souhaiterait donc que des informations soient données aux habitants afin qu'ils puissent s'organiser.

M. Jean-François LEGARET signale qu'il est prévu une rencontre prochainement entre Poste-Immo et lui-même. Dans la foulée de la rencontre, il propose que soient mises en ligne sur le site internet de la mairie du 1^{er} arrondissement les informations utiles aux habitants sur l'organisation nouvelle qui sera décidée pendant la mise en œuvre du projet de modernisation du bâtiment. Il affirme que le principe d'une visite des locaux a par ailleurs été accepté, à laquelle pourront assister les élus et les personnes intéressées. M. Jean-François LEGARET indique qu'il parlera aux représentants de Poste-Immo de la possibilité d'un échange entre les responsables de la Poste, ceux de Poste-Immo et les élus, ainsi que les membres des Conseils de Quartier.

M. Jacques CHAVONNET appelle l'attention sur une question qui reste depuis de nombreuses années en suspens : il s'agit du déploiement des Agents de Surveillance de Paris (ASP) pour assurer un contrôle pérenne des accès de la zone piétonne des Halles. Il énonce tous les courriers qui ont été rédigés sur ce sujet et qui sont restés sans réponse. Il semblerait qu'il existe une bataille sur ce point entre la Mairie de Paris, qui paie les ASP, et la Préfecture de Police de Paris, qui les affecte. Le nombre de ces ASP pour une ville comme Paris est nettement insuffisant, et il appartient à la Ville de créer de nouveaux postes. Or, le quotidien *Le Parisien* aurait signalé qu'un certain nombre d'ASP -120 - avaient été recrutés, formés, mais qu'après 2 ans, ils n'avaient pas été engagés, faute de crédits. *Le Parisien* signalait dernièrement que la Maire de Paris, dès septembre, veut verbaliser les jets de mégots ; il se demande donc comment les verbalisations pourront être faites, avec ces moyens. Il indique qu'il est de ceux qui pensent qu'il serait vivement souhaitable que certaines incivilités soient légalement réprimées, et que cela serait le seul vrai moyen de les réduire, mais que l'on se heurte là aussi à la question des effectifs.

Revenant au problème de respect des accès de la zone piétonne des Halles, il fait savoir la lassitude qui commence à peser sur lui, devant tous les tracassés rencontrés et l'absence de réponse à ses courriers.

M. Jean-François LEGARET relève la ténacité et l'esprit de combativité qui inspirent M. CHAVONNET. Il confirme que la question du contrôle de la zone piétonne des Halles se pose depuis maintenant longtemps, et il indique qu'il vient de saisir Mme HIDALGO par courrier la semaine précédente, ceci après en avoir parlé avec M. NAJDOVSKI, et M. MISSIKA, pour demander officiellement à la Maire de Paris que soient mis en place des systèmes de vidéo-verbalisation aux accès de la zone piétonne. Les dispositifs existent, la technique également. Il s'agit d'un moyen efficace de verbalisation, mais également de dissuasion. Il affirme qu'il communiquera la réponse qui lui sera transmise. Il souhaite que cela puisse se régler prochainement. Il a indiqué à M. NAJDOVSKI qu'alors que Paris va accueillir le monde entier dans le cadre de la Conférence sur le climat, avec un focus sur les questions d'environnement, les travaux de reconquête de la voie piétonne et de contrôle des accès s'inscrivent pleinement dans cet esprit. Il y a là une belle opportunité pour laquelle il conviendrait de se mobiliser.

M. Jacques CHAVONNET indique qu'il y a des caméras, aux deux entrées et aux deux sorties.

M. Jean-François LEGARET signale que cette information est exacte, mais que les caméras en question ne sont pas équipées du logiciel de vidéo-verbalisation. Il souhaite que cela puisse être mis en place avant la fin de l'année.

Une personne de la salle souhaite avoir des informations sur les statistiques concernant la circulation des motos, et sur l'impact des motos en termes de pollution.

M. Jean-François LEGARET fait savoir que les statistiques dont il a pu avoir communication ne portent que sur les véhicules à 4 roues. Il confirme qu'aux heures de pointe, les motos sont particulièrement nombreuses ; mais il ne peut donner de chiffres précis, lui-même ne les ayant pas eus. Il assure que les motos ont un impact également en termes de pollution, surtout celles équipées d'un moteur deux temps, et ajoute que la pollution produite est tout autant sonore qu'émettrice de pollution aérienne.

Monsieur le Maire remercie l'assemblée présente.